

Note bene :

Le texte de cette communication a été publié par l'Institut historique allemand (Paris) dans

<http://www.perspectivia.net/content/publikationen/discussions/discussions-2->

[2009/Reytier_Loewenstein](#)

Le niveau de langue et la structure du texte sont adaptés à celui d'une intervention orale.

Hubertus zu Löwenstein-Wertheim-Freudenberg (1906–1984)

et

Karl zu Löwenstein-Wertheim-Rosenberg (1904–1990) :

deux aristocrates entre tradition et modernité,

quelques pistes de réflexion.

<1> Karl et Hubertus zu Löwenstein, deux juristes, firent parler d'eux au début des années trente : Karl en exerçant des fonctions dirigeantes à l'«Unitas»¹ ; Hubertus, en tant que journaliste et responsable de la branche berlinoise de la «Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold»². En 1933, Karl entra à la SA (Sturmabteilung : section d'assaut) de la NSDAP (Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei : Parti national-socialiste allemand des Travailleurs) et il encouragea les membres de l'«Unitas» à suivre son exemple en vantant les mérites du nouveau régime³. De son côté, Hubertus se réfugia en Autriche (1934), en Grande-Bretagne (1935, 1937 et 1938), aux États-Unis (1936, 1937, 1938 et 1939), en Suisse (1937) et en France (1938) en multipliant les publications et les conférences pour mettre en garde l'opinion publique internationale contre

¹ Fondée en 1847, l'«Unitas» était la plus ancienne association d'étudiants catholiques. Gotthard Klein, *Der Volksverein für das katholische Deutschland 1890–1933. Geschichte, Bedeutung, Untergang*, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich 1996, p. 134.

² La «Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold» était une organisation paramilitaire d'étudiants républicains, fondée pour faire contrepoids aux groupes paramilitaires de droite et d'extrême droite. Thomas A. Knapp, *The German Center Party and the Reichsbanner*, dans : *International Review of Social History* 14 (1969), p. 159–179.

³ Compte rendu de la Gestapo, 06.12.1940, in Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde, Personalakte Alois Fürst zu Löwenstein, 15.09.1871. Karl zu Löwenstein, *Der Verband in der Zeitwende*, dans : *Unitas* 74/1 (1934), p. 1–2.

l'Allemagne nazie⁴. Hubertus passa la Seconde Guerre mondiale en Amérique du Nord tandis que Karl combattit comme officier notamment sur le front de l'Est. En 1948, Karl prit la tête des Katholikentage grâce au soutien de son père auquel il succéda en tant que président du »Comité central«⁵, chargé d'organiser les congrès, et il occupa ce poste jusqu'en 1968⁶. Hubertus, quant à lui, ne réussit pas à prendre pied sur la scène politique malgré son élection sous l'étiquette de la FDP (Freie Demokratische Partei : Parti libéral-démocrate) au Bundestag de 1953 à 1957. Comment expliquer que Karl, en dépit de ses »sympathies« dans les années trente, fut l'une des personnalités influentes de la République fédérale alors que le républicain Hubertus, opposant de la première heure au nazisme, resta un outsider ?

<2> Pendant les vingt minutes qui me sont imparties, j'aimerais vous proposer quelques pistes de réflexion pour répondre à cette question. La première a trait aux élites⁷ après 1945 : des recherches récentes – en particulier celles de l'historien Norbert Frei – ont montré que la majorité des élites administratives, militaires, économiques, médiatiques, scientifiques et culturelles du Troisième Reich se sont maintenues sous la République fédérale. Après quelques années de dénazification menées par les forces d'occupation, l'esprit de solidarité des Allemands – héritage de l'endoctrinement nazi sur la Volksgemeinschaft – fut érigé en programme politique par Konrad Adenauer⁸. L'Église catholique et les Églises protestantes ainsi que la presse encouragèrent cet esprit de solidarité notamment en sensibilisant l'opinion publique au sort des prisonniers suspectés de crimes de guerre, détenus dans les geôles des alliés et finalement libérés en pleine guerre froide pour favoriser l'intégration de l'Allemagne fédérale à l'ouest⁹. Les lois d'amnistie passées entre 1949 et 1954 permirent à des centaines de fonctionnaires et de militaires de s'absoudre de leurs responsabilités et de comptabiliser la période national-socialiste pour

⁴ Elke Seefried, »A Noteworthy Contribution in the Fight Against Nazism« : Hubertus Prinz zu Löwenstein im Exil, dans : Anthony Grenville (dir.), Refugees from the Third Reich in Britain. The Yearbook of the Research Centre for German and Austrian Exile Studies vol. 4, Amsterdam, New York 2002, p. 1–26.

⁵ Marie-Emmanuelle Reytier, Les catholiques allemands et la République de Weimar : les Katholikentage, 1919–1932, thèse de doctorat, Université Jean Moulin – Lyon III 2005, p. 95 ; p. 97.

⁶ Thomas Großmann, Zwischen Kirche und Gesellschaft. Das Zentralkomitee der deutschen Katholiken 1945–1970, Paderborn, Munich, Vienne, Zurich 1991, p. 55–60.

⁷ Nous définissons les »élites« comme des groupes minoritaires dotés d'un pouvoir décisionnel plus étendu que le pouvoir détenu par la majorité – et ceci »en dehors de« ou »parallèlement à« un système électif à la majorité – ou d'une capacité à influencer ceux qui détiennent ce pouvoir dans les sphères politiques, sociales, économiques ou culturelles. L'aristocratie est une catégorie qui se distingue des autres par une identité qui lui est propre.

⁸ Mary Fulbrook, German National Identity after the Holocaust, Oxford 1999, p. 50–55 ; p. 59–67.

⁹ Claudia Moisel, Frankreich und die deutschen Kriegsverbrecher. Politik und Praxis der Strafverfolgung nach dem Zweiten Weltkrieg, Göttingen 2004, p. 238–239.

calculer leurs pensions¹⁰. Parallèlement, l'Allemagne fédérale se démarqua clairement du passé en ostracisant l'extrême droite et en interdisant l'apologie du nazisme¹¹. Les références à la solution finale devinrent tabou¹². Pendant les années cinquante, les Allemands de la République fédérale se trouvaient idéologiquement entre deux rives : ils avaient définitivement tourné le dos au nazisme et se dirigeaient vers les rivages de la démocratie en intégrant peu à peu les références politiques de l'Europe de l'Ouest¹³. Ce contexte explique certainement au moins partiellement les difficultés de Hubertus à s'intégrer à la vie politique. Son absence pendant les années de dictature puis son exil en Amérique du Nord pendant la Seconde Guerre mondiale le firent passer pour un privilégié. La société allemande et ses élites, unies par leur statut de victimes, rejetaient ceux qui n'avaient pas subi les privations, les bombardements, les expulsions et la progression des alliés sur le sol allemand¹⁴. J'ai employé l'adverbe «partiellement» car la personnalité de Hubertus, qui n'était pas un meneur, a joué également un rôle majeur¹⁵. De plus, il ne faut pas oublier que le climat de «restaurations multiples» pouvait lui être difficilement favorable puisqu'il n'avait jamais appartenu aux élites de la République de Weimar¹⁶. Il était le rejeton des mariages exogamiques de son grand-père et de son père qui avait par ailleurs divorcé en 1912 – un «faux pas» rare dans les rangs de la noblesse catholique européenne¹⁷. Il n'avait pas de fortune personnelle et ses choix politiques l'excluaient de l'aristocratie catholique restée majoritairement monarchique : aucun autre aristocrate de son rang n'exerçait de fonctions dirigeantes à la «Reichsbanner Schwarz-Rot-Gold». Avant 1933, il était déjà un outsider.

<3> Karl, quant à lui, n'appartenait pas seulement aux élites du Troisième Reich mais aussi à celles des Empires wilhelmien et weimarien. En 1948, son origine familiale était plus

¹⁰ Norbert Frei, *Adenauer's Germany and the Nazi Past. The Politics of Amnesty and Integration*, New York 2002, p. 5–25 ; p. 41–67.

¹¹ Helmut König, *Die Zukunft der Vergangenheit. Der Nationalsozialismus im politischen Bewußtsein der Bundesrepublik*, Francfort/M. 2003, p. 25.

¹² Jeffrey Herf, *The Emergence and Legacies of Divided Memory : Germany and the Holocaust after 1945*, dans : Jan-Werner Müller (dir.), *Memory and Power in Post-War Europe. Studies in the Presence of the Past*, Cambridge 2002, p. 184–205.

¹³ Diethelm Prowe, *The >Miracle< of the Political-Culture Shift. Democratization between Americanization and Conservative Reintegration*, dans : Hanna Schissler (dir.), *The Miracle Years. A Cultural History of West Germany, 1949–1968*, Princeton, Oxford 2001, p. 451–458.

¹⁴ Jeffrey Herf, *Divided Memory. The Nazi Past in the Two Germanies*, Cambridge (MA) 1997, p. 267–333 ; Peter Fritzsche, *Life and Death in the Third Reich*, Cambridge (Mass.) 2008, p. 266–272.

¹⁵ Entretien de Marie-Emmanuelle Reytier avec Konstanza Prinzessin zu Löwenstein, 14.12.2005.

¹⁶ Jeffrey Herf, *Multiple Restorations : German Political Traditions and the Interpretation of Nazism, 1945–1946*, dans : *Central European History* 26/1 (1993), p. 21–55, ici p. 40–47.

¹⁷ Hubertus Prinz zu Löwenstein, *Abenteuer der Freiheit*, Francfort/M., Berlin, Vienne 1983, p. 9.

importante que son engagement politique sous le nazisme. En effet, il fut élu à la tête du «Comité central» par des laïcs et des ecclésiastiques qui avaient longuement travaillé avec son père Alois avant 1933 et souhaitaient renouer avec l'Allemagne antérieure à l'ère national-socialiste. Ils estimaient que le plus important était de relancer les Katholikentage pour montrer la force de l'Église catholique et reconstruire moralement le pays. La dynastie des Löwenstein incarnait la continuité et la tradition. Il est intéressant de noter que même Walter Dirks – co-fondateur en 1946 avec Eugen Kogon des *Frankfurter Hefte* – soutint l'élection de Karl zu Löwenstein, élu «grâce» à son nom et «malgré» ses égarements sous le national-socialisme¹⁸. À mon avis, l'élection de Karl est l'un des symptômes de la résurgence des forces conservatrices en Allemagne de 1945 à 1949¹⁹. Après 1949, sa «conversion» aux valeurs républicaines de la République fédérale est représentative de l'orientation prise par les élites conservatrices²⁰. Cette «conversion», facilitée par Konrad Adenauer pour des raisons électorales, était nécessaire pour leur permettre de se maintenir au sommet de la hiérarchie sociale. Était-elle sincère ? Au fond, n'était-ce pas la même «nécessité» du «Obenbleiben», qui avait conduit certaines de ces élites conservatrices à soutenir plus ou moins activement le régime national-socialiste quelques années plus tôt ?

<4> Dans un deuxième temps, je voudrais comparer la perception du nazisme de Hubertus avec celle de Karl²¹. Pour Hubertus, il s'agissait d'un mouvement de «primitifs»²². Hitler était un personnage «ridicule» sans la moindre éducation²³. Ce n'est pas un hasard s'il fonda en 1936 avec le journaliste Richard A. Bermann l'«American Guild for German Cultural Freedom» devenue en 1937 la «Deutsche Akademie der Künste und Wissenschaften im Exil» dont le siège se trouvait à New York : il considérait que son devoir était de sauver la culture allemande. Toutefois Hubertus n'était pas un organisateur né et, faute d'un financement suffisant, l'académie ferma en 1940²⁴.

¹⁸ Großmann, *Zwischen Kirche* (voir n. 6), p. 5–60.

¹⁹ Marie-Emmanuelle Reytier, *Die deutschen Katholiken und der Gedanke der europäischen Einigung 1945–1949. Wende oder Kontinuität ?*, dans : *Jahrbuch für Europäische Geschichte* 3 (2002), p. 163–184.

²⁰ Axel Schildt, *Zwischen Abendland und Amerika. Studien zur Westdeutschen Ideenlandschaft der 50er Jahre*, Munich 1999, p. 24–38.

²¹ Voir l'analyse détaillée de cette question dans «Catholic Aristocrats and Nazism : Hubertus zu Löwenstein-Wertheim-Freudenberg and Karl zu Löwenstein-Wertheim-Rosenberg as a Case Study». Intervention de Marie-Emmanuelle Reytier dans le cadre de la «German Studies Association 2007» in San Diego, 04.10.2007.

²² Entretien de Marie-Emmanuelle Reytier avec Volkmar Zühlsdorff, 16.12.2005.

²³ Ibid.

²⁴ Volkmar Zühlsdorff, *Akademie im Exil. Der vergessene Widerstand*, Berlin 1999, p. 25–80.

<5> Karl zu Löwenstein adopta une attitude très différente : à ses yeux, le national-socialisme était un »fascisme allemand«²⁵. Comme la majorité des observateurs en Allemagne et à l'étranger au début des années trente, il accordait peu d'importance à l'idéologie raciste du national-socialisme²⁶. D'ailleurs, son hostilité envers les Juifs, qui reposait sur des préjugés religieux, économiques et culturels, l'a probablement aidé à minimiser les discours antisémites²⁷. Après le 30 janvier 1933, il comprit rapidement que le nouveau régime allait durer et il chercha à s'assurer une place de choix. D'autres aristocrates catholiques de sa génération se laissèrent également séduire. Ne croyant plus au retour de la monarchie, ils mettaient leurs espoirs dans le Troisième Reich. Karl était une proie idéale car il n'avait la force de caractère ni de son père Alois ni, à fortiori, celle de son grand-père Karl Heinrich. Au fond, c'était un jeune homme influençable, dont l'arrogance ne parvenait pas à masquer ses doutes quant à sa capacité à se montrer à la hauteur des réalisations de son grand-père et de son père²⁸. Une étude de groupe serait nécessaire pour répondre aux questions suivantes : est-ce que Karl était représentatif de la majorité des aristocrates catholiques de sa génération ? Est-ce que ces aristocrates catholiques, trop jeunes pour combattre pendant la Première Guerre mondiale, avaient la même perception du nazisme que la génération précédente ?

<6> Dans un troisième temps, j'aimerais vous proposer de réfléchir à la décadence sociale de l'aristocratie catholique après 1949. De nos jours, seules les frasques de certains aristocrates font encore les gros titres de la »presse people«. Les Allemands, même catholiques, ont complètement oublié le rôle majeur joué par la dynastie Löwenstein-Wertheim-Rosenberg à la tête des Katholikentage de père en fils pendant trois générations entre 1868 et 1968 – avec une

²⁵ Texte dactylographié de l'émission »Aktuelles aus der Christenheit«, 24.01.1967, in Historisches Archiv des WDR, Sign. 5961.

²⁶ Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, tome 1 : Les années de persécution 1933-1939, Paris 1997, p. 53-60, ici p. 58.

²⁷ Karl zu Löwenstein avait parfaitement intégré l'antijudaïsme chrétien traditionnel : il reprochait aux Juifs d'être responsables de la mort du Christ sur la croix. Par ailleurs, pour Karl comme pour beaucoup de ses compatriotes, les Juifs étaient un »code culturel« pour la démocratie, le socialisme, le capitalisme et l'internationalisme. Shulamit Volkov, *Antisemitism as a Cultural Code*, dans : Leo Baeck Institute Yearbook 23 (1978), p. 25-46.

²⁸ Marie-Emmanuelle Reytier, *Die Fürsten Löwenstein an der Spitze der deutschen Katholikentage : Aufstieg und Untergang einer Dynastie (1868-1968)*, dans : Markus A. Denzel et Günther Schulz (dir.), *Deutscher Adel im 19. und 20. Jahrhundert. Bündiger Forschungen zur Sozialgeschichte 2002 und 2003, St. Katharinen 2004*, p. 461-502 ; Marie-Emmanuelle Reytier, *Karl Heinrich zu Löwenstein (1834-1921) : un prince ultramontain au service de l'Église*, dans : *Chrétiens et Sociétés, XVI^e- XX^e siècles* 11 (2004), p. 49-60.

interruption de 1898 à 1920²⁹. Cet oubli est symptomatique de la perte d'influence politique, économique et culturelle de l'aristocratie allemande. Dans le cas des Löwenstein-Wertheim-Rosenberg, ce déclin est lié à un événement clef : le 24 janvier 1967 pendant son émission radiophonique «Nouvelles actuelles du monde chrétien»³⁰ à la Westdeutsche Rundfunk (WDR), le journaliste Leo Waltermann (1928–2001) commenta la nomination de Karl zu Löwenstein, le 11 janvier 1967, au «Conseil pontifical pour les Laïcs» par le pape Paul VI en se demandant si c'était vraiment un bon choix³¹. Il affirma que Karl zu Löwenstein était un bien piètre président du «Comité central», qui occupait son poste grâce à un héritage dynastique. Surtout il porta deux graves accusations : d'une part celle d'avoir collaboré avec le gouvernement national-socialiste quand il dirigeait l'«Unitas» de 1933 à 1938, année de sa dissolution, et d'autre part celle d'avoir dénoncé à la Gestapo en 1937 l'un des membres de sa famille, en l'occurrence Hubertus dont il ne cita pas le nom³². Leo Waltermann ajouta que tout un chacun avait le droit de se tromper mais que certaines erreurs politiques sous le nazisme auraient dû conduire ceux qui les avaient commises à se retirer de la vie publique après 1945 et que de toute façon la dénonciation de 1937 «ne tombait pas dans la catégorie des erreurs politiques»³³.

<7> Les propos de Leo Waltermann étaient extrêmement bien documentés : il cita des passages précis d'une lettre de Karl au ministère des Affaires étrangères, lettre qu'il data toutefois du 5 avril 1937 au lieu du 5 mars 1937³⁴. Dans sa lettre, Karl demandait d'avertir l'ambassadeur allemand à Washington pour qu'il prévienne les catholiques américains que Hubertus était un «imposteur» car il n'avait aucun lien avec sa famille et usurpait le titre de prince, son grand-père ayant épousé morganiquement une actrice et son père une «Juive anglaise» – il se gardait bien de préciser que le ministère de l'Intérieur de Prusse avait autorisé Hubertus à porter le titre de prince en 1931³⁵. Leo Waltermann citait également d'autres documents rédigés par Karl arrivé à la tête de l'«Unitas» peu après le 30 janvier 1933. Confirmé à son poste en juillet 1933, il aurait alors

²⁹ Ibid.

³⁰ «Aktuelles aus der Christenheit».

³¹ Le 6 janvier 1967, le pape Paul VI fonda le «Conseil pontifical pour les Laïcs», une création décidée par le concile Vatican II. Voir le numéro 26 dans *Apostolicam Actuositatem* (décret sur l'apostolat des laïcs). Devenir l'un des douze membres du Conseil était une distinction rare et prisée dans le monde catholique.

³² Texte dactylographié (voir n. 25).

³³ À propos de cette lettre, voir Reytier, *Die Fürsten Löwenstein* (voir n. 28), p. 498–500.

³⁴ Texte dactylographié (voir n. 25).

³⁵ Reytier, *Die Fürsten Löwenstein* (voir n. 28), p. 498–500.

décidé que seuls »ceux qui adhéraient sans réserve au gouvernement national« étaient autorisés à exercer des fonctions dirigeantes à l'»Unitas«³⁶. Leo Waltermann disposait d'une circulaire confidentielle, diffusée en août et en septembre 1933, dans laquelle Karl demandait aux dirigeants locaux de l'»Unitas« de nommer à des fonctions de responsabilité seulement ceux ayant adhéré à la NSDAP avant le 30 janvier 1933 ainsi que des membres des Corps Francs ou d'autres organisations paramilitaires³⁷. Dans cette même circulaire, Karl affirmait vouloir diriger l'»Unitas« suivant le »Führerprinzip« opposé au »principe du vote et de la décision à la majorité« utilisé jusque-là³⁸. Le prince héritier encourageait le recrutement d'étudiants membres de la SA qui représentait à ses yeux l'élite future³⁹. Il trouvait des concordances entre l'»héritage idéologique catholique très ancien« et »les sentiments au tréfonds du fascisme allemand«⁴⁰. Leo Waltermann interprétait ces propos comme la preuve de l'»adhésion« de Karl à l'idéologie national-socialiste et parlait de sa »sympathie« pour le nouveau régime⁴¹. Le terme »sympathie« doit être précisé : Karl adhérait seulement à une partie de l'idéologie national-socialiste car il rejetait la »théorie des races«⁴². Il appelait de ses vœux un état fort et uni à l'image de celui prôné par les »jeunes conservateurs« (Jungkonservativen)⁴³. Karl participa aux rouages du Troisième Reich en se montrant sélectif : il retint du régime ce qui pouvait lui être utile et choisit d'ignorer ce qui aurait pu le dissuader d'adhérer – par exemple la politique ségrégationniste puis exterminatrice envers les Juifs. Le prince héritier croyait les nouveaux dirigeants qui disaient avoir besoin des anciennes élites aristocratiques. Il était prêt à faire des concessions comme celle d'adhérer à la SA, dont la majorité des dirigeants était issue d'un milieu social beaucoup moins privilégié que le sien, pour participer à la fondation d'une nouvelle élite dans une Allemagne modernisée⁴⁴. Afin d'assurer sa place et celle des élites catholiques dans la nouvelle Allemagne,

³⁶ Texte dactylographié (voir n. 25).

³⁷ Ibid.

³⁸ Ibid.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

⁴² Karl zu Löwenstein, Die katholische Jugend und die neue Zeit, dans : Lokalkomitee (dir.), Bericht über die 70. Generalversammlung der Katholiken Deutschlands in Nürnberg vom 26. – 30. August 1931, Nuremberg 1931, p. 310–323, ici p. 322.

⁴³ Louis Dupeux, »Kulturpessimismus«, révolution conservatrice et modernité, dans : Gérard Raulet (éd.), Weimar ou l'explosion de la modernité, Paris 1984, p. 31–45.

⁴⁴ Conan Fischer, Stormtroopers : a Social, Economic and Ideological Analysis 1929–35, Londres 1983, p. 58–63. Stephan Malinowski et Sven Reichardt, Die Reihen fest geschlossen ? Adelige im Führerkorps der SA bis 1934, dans : Eckart Conze et Monika Wienfort (éd.), Adel und Moderne. Deutschland im europäischen Vergleich im 19. und 20. Jahrhundert, Cologne, Weimar, Vienne 2004, p. 119–150.

le soutien de Karl pour le régime nazi était dénué d'ambiguïté.

<8> Les propos de Leo Waltermann déclenchèrent un tollé d'indignations : de nombreux catholiques de premier plan, y compris des ecclésiastiques, prirent la défense de Karl. Dans une déclaration commune, les membres du »Comité central« qualifièrent les allégations de Leo Waltermann de »mensonges«⁴⁵. Karl prétendit avoir agi selon sa conscience en employant des »mesures de protection«, une excuse classique⁴⁶. Le journaliste fut immédiatement suspendu, officiellement pour n'avoir pas consulté ses supérieurs avant de faire ses déclarations. Ceux-ci étaient des personnalités en vue dans leur milieu confessionnel respectif puisqu'il s'agissait de Walter Dirks, directeur général des émissions culturelles de la WDR et membre du »Comité central«, et de Klaus von Bismarck, directeur de la WDR et membre de la présidence des Kirchentage protestants. Leo Waltermann avait-il contourné leur autorité parce qu'il se doutait que les deux hommes auraient probablement voulu éviter le scandale ? À l'époque, Karl zu Löwenstein n'était pas le seul à bénéficier d'une absolution tacite : le chancelier en titre, Kurt Georg Kiesinger (1904–1988), à la tête de la »grande coalition« de 1966 à 1969, avait adhéré à la NSDAP en 1933 – il fut le seul chancelier de la République fédérale ancien membre du parti nazi. Walter Dirks et Klaus von Bismarck voulaient-ils éviter de réveiller de vieux démons ? Ce fut en tout cas l'hypothèse avancée par Dietrich Strothmann dans un article qu'il écrivit sur cette affaire dans *Die Zeit* en dénonçant la censure exercée par les Églises catholique et protestante à la WDR⁴⁷. Cette censure, indiscutable à l'époque, ne s'appliqua pas dans le cas de Karl zu Löwenstein : une semaine plus tard, Leo Waltermann retrouva son poste après avoir montré à ses chefs des documents qu'il affirma avoir reçus de l'étranger⁴⁸. Hubertus, dont les relations à l'étranger étaient nombreuses depuis ses années d'exil, y était-il pour quelque chose bien qu'il le nia ? Malheureusement, je ne peux pas répondre à cette question. Cependant, une chose est sûre : ce scandale marquait la fin d'une époque ou plus exactement »sentait la fin de règne«. Leo Waltermann s'était fait un nom dans les cercles catholiques réformateurs comme correspondant

⁴⁵ Erklärung des Präsidiums des Zentralkomitees der deutschen Katholiken, dans : Archiv des Zentralkomitees der deutschen Katholiken 2202/2.

⁴⁶ Dietrich Strothmann, Fürst und Funkmann. Krach beim WDR in Köln, dans : *Die Zeit* (03.02.1967), p. 7 ; Heinz Höfl, Mit solchen Elementen nichts zu tun... Der Streit des Katholikenpräsidenten mit dem WDR ist symptomatisch für das Verhältnis zwischen Kirche und Funk, dans : *Süddeutsche Zeitung* (24.02.1967).

⁴⁷ Strothmann, *ibid.*

⁴⁸ Großmann, *Zwischen Kirche* (voir n. 6), p. 196.

de la WDR au Vatican pendant le Concile Vatican II de 1962 à 1965⁴⁹. Il appartenait à une génération de catholiques, qui avait de plus en plus de mal à accepter les manières autoritaires et quelque peu dédaigneuses du président du »Comité central«⁵⁰. La nomination de ce dernier au »Conseil pontifical pour les Laïcs« par le pape Paul VI avait été la goutte d'eau, qui avait fait déborder le vase. Ce scandale affaiblissait la position de Karl et, en juin 1967, il fut contraint d'accepter de réformer les statuts du »Comité central« qui fonctionna par la suite de manière plus collégiale et s'émancipa de la tutelle des évêques⁵¹. Le mandat de Karl devait se terminer en 1968 et il avait déclaré en 1962 qu'il ne se porterait pas à nouveau candidat⁵². Ce scandale l'obligea à respecter son engagement.

<9> En somme, Karl zu Löwenstein n'avait pas su quitter ses fonctions à temps. À la fin des années soixante, les catholiques allemands, marqués par le concile Vatican II et ancrés dans une société en pleine mutation, n'étaient plus prêts à accepter un aristocrate à la tête des laïcs simplement à cause de son origine familiale⁵³. Hubertus sortit indemne du scandale qui avait révélé au grand jour l'animosité entre les »cousins«, une animosité durable même si les deux aristocrates, soucieux de ne pas déroger à leur éducation, ne l'étaient pas en public. De toute évidence, la déchéance de Karl est l'un des signes de la décadence sociale des aristocrates en Allemagne après 1949. Comment cette perte de reconnaissance sociale se déroula-t-elle ? Fut-elle progressive ou par paliers ? Y eut-il des dates clefs ? Se déroula-t-elle de la même façon pour les aristocrates catholiques et les aristocrates protestants ?

<10> En définitive, Karl zu Löwenstein devint une personnalité respectée pendant l'ère Adenauer grâce à son élection à la présidence du »Comité central« en 1948, une élection qui effaça comme par magie son passé sous le national-socialisme. Il devait son poste à son père Alois, qui l'avait chaudement recommandé, et à un contexte particulier : celui des années de l'immédiate après-guerre, dominées par le besoin de renouer avec les élites conservatrices, à la

⁴⁹ Curt Hondrich, Ein Journalist mit Biss und Humor, dans : WDR.de, URL : <http://www.wdr.de/wdrprint/archiv/2002/01/page08.html> <13.07.2008>.

⁵⁰ Großmann, Zwischen Kirche (voir n. 6), p. 195–199.

⁵¹ À propos des nouveaux statuts du »Comité central« en 1967, *ibid.*, p. 186–193.

⁵² *Ibid.*, p. 195.

⁵³ Karl Gabriel, Zwischen Aufbruch und Absturz in die Moderne. Die katholische Kirche in den 60er Jahren, dans : Axel Schildt, Detlef Siegfried et Karl Christian Lammers (dir.), *Dynamische Zeiten. Die 60er Jahre in den beiden deutschen Gesellschaften*, Hambourg 2000, p. 528–543, ici p. 530–534 et p. 536–543.

fois symboles d'un passé national non souillé par le nazisme et victimes du nazisme, comme la majorité des Allemands estimaient l'être, même quand ces élites s'étaient laissées séduire. La perspicacité de Hubertus, qui avait compris dès 1930 la dangerosité du nazisme, dérangeait puisqu'elle renvoyait les Allemands à leur propre aveuglement.

<11> Paradoxalement, Karl, convaincu que sa naissance le distinguait du commun des mortels, incarnait les faiblesses de la majorité du peuple allemand. Il réussit à se maintenir à son poste jusqu'en 1968 parce qu'il dirigea le »Comité central« d'une manière qui convenait aux ecclésiastiques tout puissants à la tête des Katholikentage depuis la réforme du »Comité central« en 1952 – en accusant Karl d'être un mauvais président dans son émission radiophonique du 24 janvier 1967, Leo Waltermann critiquait en réalité la mainmise de l'épiscopat sur le »Comité central«⁵⁴. De son côté, Hubertus, au titre princier incertain, assumait le rôle de guide, comme devait le faire à ses yeux un aristocrate, mais en défendant des valeurs opposées aux principes monarchiques : c'était un républicain convaincu. Les Allemands n'avaient pas besoin de Hubertus car d'autres personnalités surent mieux que lui se faire une place sur la scène politique et culturelle de la République fédérale. L'appartenance à l'aristocratie restait un critère de différenciation mais ce n'était plus une »qualité« qui justifiait à elle seule un poste.

<12> À la différence de Karl, Hubertus n'avait ni »pu« ni »su« saisir la balle au bond avant 1949. Hubertus resta un incompris bien après la chute peu glorieuse de Karl. Grâce aux démarches de son épouse, de ses trois filles et surtout de son meilleur ami Volkmar Zühlsdorff, on lui rendit finalement hommage : le 14 octobre 2001, une plaque commémorative fut officiellement dévoilée à sa mémoire au numéro 10 de la Neue Kantstraße à Charlottenbourg-Wilmersdorf, sa dernière adresse à Berlin avant d'émigrer le 30 avril 1933⁵⁵.

<13> Comparer les parcours de Karl et de Hubertus zu Löwenstein permet de soulever un certain nombre de questions qui nous amènent à réfléchir sur les profondes transformations de

⁵⁴ À propos de la présidence de Karl zu Löwenstein à la tête du »Comité central«, voir Marie-Emmanuelle Reyrier, L'Allemagne : les Katholikentage, dans : Jean-Dominique Durand (dir.), Les Semaines Sociales de France, 1904–2004, Paris 2006, p. 359-375, ici p. 367-370.

⁵⁵ Volkmar Zühlsdorff, Rede des Bundesvorsitzenden des Reichsbanners Schwarz-Rot-Gold Dr. jur. Volkmar Zühlsdorff zur Gedenktafelenthüllung von Hubertus Prinz zu Löwenstein am 14.10.2001 in der Neuen Kantstr.10, dans : Berlin.de, URL : <http://www.berlin.de/ba-charlottenburg-wilmersdorf/ba/011014zuehlsdorff.html> <14.07.2008>.

l'aristocratie catholique en Allemagne entre 1918 et 1968. La perte de son influence politique en 1918 et les difficultés économiques – crise agricole, grande inflation de 1923, krach de 1929, etc. – l'obligèrent à mettre en place de nouvelles stratégies d'alliances pour sauver ce que j'appelle ses »acquis oligarchiques«. Pour la génération arrivée à l'âge adulte après la Première Guerre mondiale, ces stratégies d'adaptation revêtirent des formes variées comme les sympathies politiques de Karl et de Hubertus en témoignent. Il me semble intéressant d'élargir l'analyse à l'ensemble de l'aristocratie catholique allemande pour réfléchir d'une part à la corrélation entre ces stratégies et la transformation des valeurs aristocratiques et, d'autre part, à l'interaction entre la perte de prestige et les efforts engagés pour sauver les apparences.

Marie-Emmanuelle Reytier, Août 2008.

La rédaction de cette communication a été rendue possible par le soutien financier de la fondation Fritz Thyssen.